

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 20 janvier 2014

L'AFP lance la réforme agraire au Brésil

João Pedro Stedile

Récemment l'AFP a diffusé dans les médias une dépêche intitulée "Brésil : Rousseff exproprie 92 fermes pour la réforme agraire". Les lecteurs ont pu croire que la présidente apportait enfin une réponse aux revendications historiques des Sans Terre. Sauf que le tweet présidentiel envoyé in extremis avant le réveillon de fin d'année, n'était qu'un coup médiatique. L'AFP et ses recopieurs ne mentionnent pas que ces zones réduites auraient dû être expropriées depuis plusieurs années, qu'une moitié seulement ira aux travailleurs sans terre, l'autre à de petits syndicats locaux. En réalité la présidente Rousseff repousse sans cesse une réunion avec la Coordination des Travailleurs Ruraux Sans Terre parce que ni elle ni ses ministres incompétents ne savent quoi leur dire... L'interview (janvier 2014) du coordinateur national des Sans Terre Joao Pedro Stedile à l'Association Brésilienne de la Presse (ABI) permet de comprendre la paralysie de la réforme agraire.

T.D.

João Pedro Stedile : "L'avancée du Capital empêche la réforme agraire"

Par Mário Augusto Jakobskind (ABI)

7 janvier 2014

MAJ – Selon des informations récurrentes le gouvernement de Dilma Rousseff n'a pas fait avancer la réforme agraire en 2013 ?

Joao Pedro Stedile - Le bilan de la réforme agraire sous le gouvernement de Rousseff est malheureusement négatif. Honteux, dirais-je. En termes statistiques seules 4.700 familles ont bénéficié d'expropriations de grands domaines ... soit moins de ce que le militaire président Figueiredo [1979-1985] a fait dans sa dernière année.

La réforme agraire est bloquée à cause de la concentration de la propriété de la terre et du contrôle croissant de l'agriculture par le capital. La conjugaison de plusieurs facteurs rendent la situation très difficile pour les travailleurs ruraux sans terre. D'abord, le déferlement de capitaux internationaux sur les ressources naturelles brésiliennes, qui fuient la crise globale et spéculent avec nos terres, avec l'éthanol, l'hydro-électricité, et même en crédit de carbone avec les titres d'oxygène de nos forêts. L'augmentation des produits provoquée par la spéculation a entraîné une rente extraordinaire dans les zones rurales, qui a attiré de nombreux capitalistes et a fait s'envoler le prix des terres.

Troisièmement la coalition de forces du gouvernement de Rousseff marque une forte hégémonie de l'agro-business. Citons par exemple la sénatrice Katia Abreu, éminente représentante du latifundisme rétrograde de Tocantins, qui appuie le gouvernement et se réunit fréquemment avec la présidente.

Quatrièmement les grands médias de la bourgeoisie brésilienne, avec à leur tête TV Globo, Veja et leurs relais, ont fabriqué une opinion publique qui fait de l'agro-business le meilleur des mondes. Ils cachent les effets pervers comme les inondations qui affectent tous les ans le Sud-Est et les conséquences du déboisement et de la monoculture dans la région amazonienne et dans le Centre-Ouest du Brésil.

Face à une corrélation de forces aussi rude, le monde du travail s'est paralysé et les grandes occupations de terre et les mobilisations en zone rurale ont diminué.

MAJ – Des multinationales comme Monsanto et d'autres continuent à mettre en oeuvre leur agenda au Brésil pratiquement sans le moindre obstacle. Que s'est-il passé ?

Joao Pedro Stedile – Le capital international et financier a pris possession de nos ressources naturelles et de l'agriculture à travers son bras économique : les entreprises transnationales de l'agro. Elles contrôlent des intrants tels que semences et engrais, la technologie, les machines et ensuite, grâce au contrôle du marché des produits, imposent leurs prix et s'emparent de la majeure partie du bénéfice généré par l'agriculture. Par conséquent pour chaque segment de l'agriculture il y a un oligopole d'entreprises transnationales aux commandes. Pour les semences et les grains, il y a [Monsanto](#), Cargill, Bungue, ADM et Dreyfuss. Pour le lait, il y a Nestlé, Parmalat et Danone. Pour la cellulose, on compte quatre ou

cinq entreprises, et ainsi de suite...

Leur pouvoir est immense, le gouvernement ne les contrôle pas, et apprend leurs opérations par voie de presse. Je vais vous donner un exemple de leur autonomie et de la perte de souveraineté de notre pays sur son agriculture. Depuis deux ans le Nord-Est vit la pire sécheresse de son histoire. On estime que plus de dix millions de têtes de bétail (bovin, ovin et caprin) sont mortes surtout par manque de nourriture. Le gouvernement avait décidé que le [CONAB](#) (*compagnie nationale d'approvisionnement*) achèterait du maïs pour le distribuer aux agriculteurs de la région. Mais le CONAB a échoué à le faire. Pourquoi ? Parce que l'an passé, Cargill, Bunge et ADM, les trois entreprises états-uniennes qui contrôlent l'agro et l'éthanol, ont exporté 18 millions de tonnes de maïs brésilien aux États-Unis. Nous avons perdu un patrimoine énorme de bétail et nous avons risqué de perdre des milliers de vies humaines en échange... d'éthanol pour les voitures nord-américaines.

MAJ – Quelles sont les attentes du Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre pour 2014 ?

Joao Pedro Stedile – Nous souhaitons qu'en 2014 se poursuivent les mobilisations de masse au Brésil, et que s'instaure un véritable débat politique dans la rue. [En tant que Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre et organisations paysannes](#), nous faisons partie d'une vaste assemblée plénière de tous les mouvements sociaux, pour lancer le débat dans la société sur la nécessité d'une réforme politique. Nous allons débattre avec le peuple sur ce qu'il veut changer dans la politique. Et montrer que les changements dont a besoin le pays passent par une réforme politique et par l'instauration d'une véritable démocratie au Brésil. Le 7 septembre 2014, nous mènerons un plébiscite populaire pour demander aux citoyens s'ils veulent ou non convoquer une Assemblée Constituante souveraine. A partir de là nous pourrons défendre ces résultats dans une grande manifestation à Brasília, pour faire pression sur les trois pouvoirs.

Le modèle actuel du lulisme – ce pacte gouvernemental avec tous – a atteint ses limites. Nous avons besoin de changements structurels pour améliorer les conditions de santé, d'éducation, de transport public et la réforme agraire. Cela dépend de l'usage de l'excédent qui pour l'heure va aux banques. Ce qui suppose une réforme fiscale et une réforme judiciaire, ainsi qu'une modification des règles électorales qui font actuellement des gouverneurs et des parlementaires les otages des entreprises qui financent leurs campagnes. Nous ne pourrons y arriver qu'à travers une réforme politique, et celle-ci n'aura lieu que si le peuple descend dans la rue. J'espère qu'il y reviendra bientôt.

MAJ – En octobre 2014 plus de 120 millions de Brésiliens se rendront aux urnes pour élire le Président de la République, les gouverneurs et les législateurs des États fédéraux et du Sénat. Quel est votre point de vue sur cette échéance ?

Joao Pedro Stedile – La bourgeoisie brésilienne contrôle le Congrès, le pouvoir judiciaire et les médias. Elle est unie en tant que classe. Électoralement, elle va défendre ses intérêts en pondant ses oeufs dans chacun des trois niveaux de candidatures. Il est donc très probable que la présidente Dilma soit réélue. Mais le fait le plus important est que même avec la réélection de la Présidente Dilma Rousseff la corrélation de forces ne changera pas pour effectuer les transformations nécessaires. Au contraire la droite va élire un congrès encore plus conservateur et va déployer son énergie dans l'élection des gouverneurs. Notre analyse, en tant que mouvements sociaux, est que les prochaines élections ne feront pas bouger la ligne de forces. D'où le besoin de débattre, de retourner à la rue pour qu'une réforme politique ouvre des brèches pour les réformes structurelles.

MAJ – Un message pour les journalistes brésiliens, en particulier pour les membres de l'ABI ([Association Brésilienne de Presse](#)) qui célèbrera en avril ses 106 ans d'existence ?

Joao Pedro Stedile – L'ABI a toujours été une tranchée de lutte démocratique, favorable aux changements sociaux au Brésil, sous toutes les périodes historiques. Cela fait d'elle aujourd'hui une référence politique, non seulement pour la catégorie professionnelle des journalistes ou pour les journalistes comme acteurs politiques, mais pour tous les militants populaires, pour toute la société.

C'est pourquoi il est très important que la direction de l'ABI contribue, stimule et participe au débat politique nécessaire sur les réformes politiques dont les brésiliens ont besoin. Une réforme majeure concerne les médias. Le projet de loi présenté au Congrès est le fruit d'innombrables consultations et de la Conférence Nationale de la Communication. Nous sommes engagés dans une campagne de signatures pour faire pression sur les députés. Ici aussi ce projet de démocratiser les médias ne s'incarnera qu'en se politisant dans la rue. L'ABI peut jouer un rôle prépondérant pour nous aider à porter ce débat partout. Par ailleurs, j'espère que les journalistes qui travaillent dans les médias bourgeois cesseront d'être les carpettes de leurs patrons et exercent leur profession avec éthique, en s'engageant aux côtés de la population.

MAJ – Le MST tiendra son congrès national du 10 au 14 février, qu'attendez-vous de ce congrès ?

Joao Pedro Stedile – Ce que nous appelons le Congrès est en fait un événement qui couronne un long processus de discussions organisées au cours des deux dernières années avec toute notre base militante, avec tous les secteurs et instances du [Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre](#). En février, nous serons 15.000 militants à Brasilia pour des retrouvailles fraternelles, pour célébrer l'unité autour de nouvelles idées, fruits des débats menés dans tout le pays.

Les idées-maîtresses sont qu'il nous faut un nouveau programme de réforme agraire qui intéresse non seulement les paysans et les travailleurs sans terre mais l'ensemble du peuple, la société tout entière. Une réforme agraire qui vise non seulement à sauver les paysans sans terre mais priorise la production de nourriture saine, sans pesticides. Qui développe une nouvelle matrice technologique sur base de l'agro-écologie pour produire sans déséquilibres naturels. Ces idées parmi d'autres s'incarneront dans le nouveau programme agraire des Sans Terre qui sera synthétisé et lancé à Brasilia en février 2014.

João Pedro Stedile, interviewé par Mário Augusto Jakobskind (ABI)

Source : <http://www.mst.org.br/node/15598>

Traduction du portugais : Thierry Deronne

<http://wp.me/p27hZR-pA>

<http://mouvementsansterre.wordpress.com/2014/01/12/lafp-lance-la-refor...>

<http://mouvementsansterre.wordpress.com/2014/01/12/lafp-lance-la-reforme-agraire-au-bresil/>

<http://www.legrandsoir.info/l-afp-lance-la-reforme-agraire-au-bresil.html>